

SOCIALISME MONDIAL 25

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans Etats

5 F



«Libération» (11 octobre 1983) a fait un reportage sur la famine au Brésil. On peut y lire: «La sécheresse dans les états du Nordeste brésilien dure depuis cinq ans» et «A quelques centaines du Nordeste vit le Brésil (...) qui ne peut mais et ne fait rien pour aider ses enfants du nord». Enfants rendus fous par la faim, génération de nains et de psychotiques à venir.

Les premiers à mourir furent les animaux domestiques, puis les nouveaux-nés. Aujourd'hui, les survivants attendent leur tour. Survivre, une journée encore, est la seule activité hallucinée des habitants des zones sinistrées.

Brésil, huitième puissance industrielle de l'Occident, «miracle économique». Un taux de mortalité infantile de 25 % dans certaines villes. Pourtant: «Les fonds promis par le gouvernement fédéral pour le percement de puits profonds n'ont pas encore été débloqués». Mais aussi: «Le premier satellite brésilien est pour bientôt. On se bouscule au portillon - mais poliment - pour devenir président de la république. Le Fonds Monétaire International, les grandes banques commerciales et les éditorialistes des journaux financiers d'Europe et des Etats Unis conseillent fermement aux Brésiliens de se serrer la ceinture. Pour leur bien».

L'éditorial conclut ainsi:

En Europe ou aux Etats-Unis, des montagnes de beurre, de fromage ou de lait dorment sous les glaciers, faute de débouchés. Si l'on n'a pas confiance, en Europe, dans les autorités des pays du tiers monde, pourquoi pas une aide directe, d'homme à homme? Des milliers de bateaux pour le Brésil.

Pourtant, est-ce vraiment un problème d'«hommes», de «confiance»? Qui décide? Et cette solution de court-terme, dans l'éventualité où on la laissait se réaliser, que changera-t-elle?

Ou plutôt, ne faut-il pas poser la question à l'envers: «Comment en arrive-t-on à de telles situations?». Qu'est-ce qui empêche la libre circulation et distribution des produits en surplus ici?

De belles photos dans le numéro d'août 1983 de Géo. Oui, très colorées. Il s'agit de montagnes de pommes. Rouges, vertes, jaunes, cramoisies, moisissantes. Un bulldozer et une montagne de choux-fleurs. Une benne déversant des tonnes

de tomates. Très photogénique, cette nappe rouge. Dans les bruns, ce sont des pommes de terre. Ailleurs, des pêches, étendues sur des kilomètres de champs, qui seront enfouies sous terre pendant le labourage. Excellent engrais! Là, une dune de poires de la meilleure qualité.

Voilà le paysage français. La raison de ce gaspillage (alors que des gens crèvent de faim au Brésil, ou que, en France même, «70 % des Français consommeraient plus de légumes et de fruits frais si les prix étaient moins élevés»)? Eviter (à ce prix-là) la chute des prix. L'industrie agricole n'est pas prête de produire sans profit ou à perte.

Quelques autres chiffres: malgré tous les efforts faits pour écouler cette surproduction via les organisations de bienfaisance, les écoles, les prisons, les colonies de vacances, les hôpitaux, les maisons de retraite, les jardins d'enfants, etc, «pour l'été 1982, ceci ne représentait que 1,5 % seulement des choux-fleurs excédentaires, 0,4 % des tomates, 3,5 % des pêches, 3 % des poires et 1 % des pommes retirées du marché».

Toutes productions confondues (denrées végétales ou animales), les excédents européens ont coûté en 1982 plus de 200 milliards répartis en opérations de stockage, de destruction ou d'écoulement à des prix réduits sur les marchés mondiaux (vente à l'URSS) ou nationaux («beurre de Noël»).

Comme le remarque Géo, «donner ces excédents aux peuples qui meurent de faim est impraticable» (impraticable dans notre système):

les coûts d'acheminement sont extrêmement élevés vers ces pays, qui ne disposent ni d'un réseau routier, ni de capacités de stockage, ni de véhicules utilitaires (...). La note de frais serait assez salée (...).

La distribution gratuite de produits alimentaires provoque dans les pays bénéficiaires un effondrement des cours des produits agricoles. Dans ce cas, ce sont les petits paysans locaux qui sont ruinés.

On trouve donc un constat et des faits intéressants dans ce numéro de Géo, mais, une fois de plus, la véritable barrière à la distribution des biens et, plus en amont, de l'existence d'un tiers monde n'est pas élucidée. Et pourtant, la clé qui cadennasse ce système saute aux yeux: le fric.

ALORS, VOUS ETES SOCIALISTE?

- Les trois célèbres fascistes européens: Mosley, Doriot et Mussolini, commencèrent leur carrière de quel côté de l'éventail politique?
 - A - l'extrême-droite
 - B - la droite
 - C - les libéraux
 - D - la gauche
- D'après vous, quel est le rôle principal de l'ANPE et du pointage?
 - A - de trouver du travail aux chômeurs
 - B - d'empêcher le chômage volontaire
 - C - de permettre l'établissement de statistiques sur le nombre de chômeurs
- Qui a dit «La soumission sans réserve à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique»?
 - A - Hitler
 - B - Lénine
 - C - Pinochet
- Pourquoi n'y a-t-il pas de chômage en Union Soviétique?
 - A - à cause de l'excellente planification soviétique
 - B - parce que tous les chômeurs sont dans les goulags
 - C - parce que le chômage y est déguisé
- Qui a dit: «La guerre n'est pas la paix»?
 - A - Pétain
 - B - Hernu
 - C - La Palisse
 - D - Coluche
- Depuis le début du siècle, des économistes éminents ont donné les raisons suivantes aux crises économiques: vrai ou faux?
 - A - les taches solaires
 - B - la pénurie de charbon
 - C - l'assurance chômage
 - D - la sous-consommation
 - E - la pénurie de pétrole
- Le socialisme c'est soit:
 - A - les soviets + l'électricité
 - B - le gouvernement Mitterrand
 - C - le contrôle public des moyens de production, de distribution et d'échange
 - D - une société sans argent, sans profit, basée sur la possession en commun des moyens de production et de distribution
 - E - la libération des femmes, des noirs, des gays, les mouvements antinucléaires, antivivisection, etc.
- Si l'argent n'existait pas, comment les capitalistes pourraient-ils nous exploiter?
 - A - en introduisant l'esclavage
 - B - en établissant un régime fasciste
 - C - en introduisant le troc
- Si presque toute la production était automatisée et robotisée, quelles en seraient les conséquences?
 - A - une population entière d'assistés
 - B - un cauchemar technocratique généralisé de type 1984 dans lequel les machines prennent le contrôle
 - C - une société de loisirs
 - D - le capitalisme ne pourrait plus exister
- Quelle est la différence entre être salarié en URSS et salarié en France?
 - A - En URSS, le chef est de votre côté
 - B - En URSS, le syndicat est plus puissant
 - C - En URSS, le taylorisme n'existe pas
 - D - En France, les syndicats sont indépendants des partis
 - E - En France, tout marche «au piston»
 - F - Aucune
- Dans quel pays trouve-t-on la dynastie suivante: la femme du président est premier ministre, le frère du président est major général dans son armée, son beau-frère est à la tête des transports et communications, et son fils est, lui aussi, au gouvernement?
 - A - Haïti
 - B - Corée du Nord
 - C - Roumanie
 - D - Bolivie
 - E - Grèce
- Quelle célébrité du petit écran posa un jour, lors d'une émission, cette question d'une importance fondamentale: «S'il y avait un jour un cataclysme nucléaire, quels sont les livres de Marx que vous emporteriez avec vous»?
 - A - Guy Lux
 - B - Yves Mourousi
 - C - Bernard Pivot
 - D - Les Muppets
- Que comprenez-vous par cette phrase du génial B. Henri-Lévy: «Si le pouvoir n'a pas de place, c'est qu'il est à la place de toutes les places et qu'il n'y a pas de place dans la nature pour une bonne nature à retrouver»?
 - A - C'est la place de la Concorde
 - B - Le siège du Président est déjà occupé
 - C - Y-a-plus de place!
 - D - L'agrégation de philosophie est un bon placement
- D'après vous, le capital c'est:
 - A - de l'épargne
 - B - de la richesse accumulée
 - C - un rapport social
 - D - des instruments de production
 - E - les entreprises privées

Pour certaines des questions, plusieurs réponses sont possibles.
Pour les résultats et les réponses, se reporter à la page 7.

NECROLOGIE

«Quarante mois de guerre et un demi-million de morts» (*Libération*, 24 février sur la guerre Irak-Iran).

«100.000, 200.000, peut-être plus, de Mozambicains sont morts de faim depuis un an» (*Libération*, 3 février).

«Bilan des émeutes en Tunisie: au moins 120 morts» (*Libération*, 11 janvier).

«Maroc: 150 à 200 morts selon la radio espagnole» (*Libération*, 23 janvier).

L'AVEU (suite)

Nous continuons à documenter les aveux des dirigeants du PS de leur impuissance, au gouvernement, de faire autrement que de respecter la logique du capitalisme. En effet, comme nous l'avons signalé depuis bien avant mai 1981, on ne peut faire fonctionner le capitalisme dans l'intérêt de la classe salariale.

«Trente mois après son arrivée au pouvoir, en pleine crise du capitalisme, elle (la gauche) ne peut éviter la phase de difficultés qu'elle connaît actuellement, elle ne peut être populaire sur la

base d'un élan spontané.» (Lionel Jospin, lors de la rencontre PS-PC du 1^{er} décembre 1983).

«La relance ne pouvait pas être prolongée. Si quelqu'un veut me démontrer le contraire, je l'écoute, mais non seulement je suis sceptique, mais j'estime qu'il nie la réalité.» (Pierre Mauroy, interview à *Libération*, le 23 janvier 1984).

«On ne peut aller contre l'évidence économique quand elle est vérifiée». (Mitterrand, au Conseil des ministres du 1^{er} février 1984).

★



UN PILIER DU SYSTEME

Lorsque le maire RPR de Levallois, dans la banlieue parisienne, décida de stopper les subventions à la bourse du travail locale, ceci provoqua une vague de protestations chez les syndicalistes, et les journaux se trouvèrent obligés d'expliquer le rôle primordial de cette institution française. *Libération* (5 août 1983), par exemple, montrait que ces institutions, qui datent de 1887, furent créées dans l'intention de trouver du travail aux travailleurs, de les former et de «réguler et de contrôler tant que faire se peut le marché du travail».

Il est certain que le rôle principal des bourses du travail était de trouver du travail et de former les travailleurs. Le troisième rôle, c'est-à-dire celui de contrôler le marché du travail, ne peut être trouvé nulle part dans l'œuvre de Fernand Pelloutier, l'«anarchiste», dont le nom est synonyme des bourses du travail. Ceci n'est pas surprenant, car il est impossible de contrôler ce marché.

Tout d'abord, les travailleurs n'échangent pas quelque chose de déjà défini lorsqu'ils se vendent, ou plutôt vendent leur énergie, au Capital. Le capitaliste achète l'énergie des travailleurs pour une période de temps fixe, mais l'intensité avec laquelle le travailleur est utilisé est rarement, sinon jamais, définie. Dans ce sens, il ne peut y avoir de «marché du travail» comme l'on dit qu'il y a, par exemple, un marché du livre. De plus, parler de contrôle reviendrait plus ou moins à dire que le propriétaire d'une usine doit ouvertement négocier la quantité d'efforts qu'il doit extraire du travailleur. Dans des conditions autres que le plein-emploi, le capitaliste est plutôt porté à accroître l'intensité de l'exploitation, sachant que la peur du chômage ne donne au travailleur pas d'autre choix que de se soumettre à son despotisme.

L'importance des bureaux de placement (ANPE, ONEm en Belgique, Labour Exchanges en Angleterre, etc) réside cependant dans leurs positions stratégiques relativement aux «rapports de force» entre les travailleurs et le Capital.

Dans tous les pays occidentaux, un travailleur sans emploi est obligé de se faire connaître à un «bureau du travail», c'est-à-dire à une sorte de «bourse du travail». S'il ne le fait pas, il lui est impossible de toucher son assurance-chômage, ou si ce droit touche à sa fin, une quelconque indemnité. Ce bureau de travail est apparemment chargé de trouver du travail aux demandeurs. Mais, comme nous le savons tous, ce n'est pas aussi simple que cela, car ce bureau du travail a aussi, et de façon importante, une fonction de contrôle social.

Un travailleur dont la compétence propre est fort demandée sur le «marché» local du travail risque d'être fortement poussé à prendre un travail (souvent moins bien payé) car, s'il refuse, il peut perdre ses droits aux allocations. Et ce système marche parce que la majorité des travailleurs souhaitent vraiment du travail - le droit au travail étant le consensus dominant - et les autres sont doublement opprimés par les règles en place et par la servilité de leurs pairs.

La facilité incroyable avec laquelle opère ce système du pouvoir d'intimidation à peine caché est fonction à la fois des savoirs contrôlés par les agents du Capital (c'est-à-dire contrôlés par l'ANPE) et des attraites d'ordre matériel qui piègent les travailleurs. Autrement dit, les bureaux du travail ne centralisent pas seulement l'information ayant trait à la distribution du travail - ceci leur étant communiqué par les capitalistes locaux - mais aussi sur la distribution

des travailleurs «libres». Ce n'est pas un «marché de travail» mais un système de savoirs. Ce savoir, parce qu'il est tombé aux mains de l'Etat - pouvoir exécutif du capital - est d'une grande valeur pour les capitalistes, car ceci leur permet de contrôler la distribution des allocations aux chômeurs et de prévenir l'affaiblissement de la discipline du travail. Ainsi, dans un sens, l'existence de la «privation», de la «déstitution» sur une grande échelle a perdu de son importance disciplinaire. (De fait, les «Labour Exchanges» en Angleterre ont été introduits en même temps que l'étaient les premières mesures pour combattre la «pauvreté»).

Il faut contraster cette situation avec celle de la France du début du siècle avec son réseau de bourses du travail, sous la possession et le contrôle des travailleurs politiquement conscients qui monopolisaient le savoir sur l'attribution des offres et jusqu'à un certain point sur la distribution des allocations de chômage. Là, il n'était pas question de lier les allocations au fait qu'un travailleur prendrait un travail à n'importe quel salaire. Comme le note d'ailleurs Pelloutier:

Le secours de chômage est considéré comme le paiement d'une dette de solidarité contractée par les syndiqués envers les autres et surtout comme le moyen de soustraire le chômeur aux offres de travail déprécié (cité dans «Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe» de Jacques Julliard, p. 430).

Il fait peu de doutes, bien sûr, qu'étant donné les maigres ressources des bourses du travail, celles-ci aient pu aider longtemps les travailleurs qui cherchaient expressément à éviter le travail. Cependant, il est peu probable qu'elles forçèrent les travailleurs à accepter des salaires fortement dépréciés.

Il est alors clair que la prise de contrôle de ces «savoirs stratégiques» par les capitalistes fut un de leurs coups de maître. Les travailleurs sont maintenant sujets à un contrôle subtil, efficace et flexible. Les pays occidentaux enrichis des bureaux du travail (comme l'ANPE) fonctionnent à l'idéologie arriérée du droit au travail. De fait, les bureaux du travail existent maintenant aussi dans les pays de l'Est, où les capitalistes d'Etat n'éprouvent plus de répugnance idéologique à reconnaître l'existence du chômage qui ne se cache plus. C'est Jaruzelski qui les a introduits en Pologne.

Toutefois, pour le moment, tout n'est pas rose pour les capitalistes puisque le chômage en masse (contrairement au chômage causé par le manque de mobilité des travailleurs) réduit à zéro certains aspects disciplinaires des bureaux du travail. Ainsi, il est vraiment impossible à l'ANPE de savoir si, oui ou non, vous êtes involontairement sans emploi puisqu'elle n'a rien à vous offrir. C'est pourquoi le gouvernement conservateur britannique a pu considérer la suppression des Labour Exchanges. On a donc, dans un court terme, un «droit à la paresse», mais les capitalistes introduiront certainement de nouveaux contrôles sous peu.

LA TENDANCE AU COMMUNISME DANS L'HISTOIRE

Le 21 janvier dernier, **SOCIALISME MONDIAL** tenait une réunion publique à Paris. Invité ce jour-là le groupe «*Insécurité Sociale*». Nous reproduisons ci-après le texte qui a servi d'introduction à la discussion. Rappelons que pour **SOCIALISME MONDIAL**, les termes «*communisme*» et «*socialisme*» sont des synonymes et, par conséquent, interchangeables.

Quelles sont, dans les différentes périodes de l'histoire de notre espèce, les tendances dans les comportements humains qui ont été dans la direction de ce que nous appelons le communisme ? Pour dire cela, d'abord il faut peut-être préciser ce nous entendons par communisme et, bien sûr, ce que nous n'entendons pas par communisme.

Pas une politique

Par rapport à la définition que l'on peut donner de ce terme, négativement le communisme n'est pas un programme ou une série de mesures que l'on opposerait de façon concurrentielle à d'autres programmes qui existeraient dans la société, et que l'on tenterait de faire triompher soit par l'argumentation, soit par la force des armes.

Donc, se réclamer du communisme ne peut ambitionner à la conquête de l'Etat et à la substitution d'un nouveau pouvoir qui serait le pouvoir juste, le pouvoir raisonnable des communistes - ou de ceux qui se réclament du communisme - opposé au pouvoir injuste de la bourgeoisie. Nous n'œuvrons pas pour le triomphe d'une nouvelle politique, c'est à dire de la politique, puisque le triomphe de la politique et avec lui le triomphe de l'Etat, c'est la classe capitaliste qui l'a déjà réalisé sous nos propres yeux.

Si une révolution communiste a lieu, celle-ci sera le renversement et non l'aboutissement de ce qu'a été cette tendance sous la domination de la classe bourgeoise. C'est pour cette raison que nous n'utilisons pas, pour décrire le communisme, les termes de démocratie et de dictature que nous pensons être des formules juridiques, des définitions juridiques qui ont été liées à différentes formes de pouvoir étatique et que nous ne pensons pas être adéquates à ce que sera le communisme.

En effet, dans les sociétés que nous avons connues, la dictature, comme la démocratie, a correspondu à l'exigence de maintenir une certaine cohésion sociale où cette cohésion n'existait pas par elle-même, soit par la coercition, donc la dictature, soit par une idéalisation de la représentativité où il y a une certaine harmonie entre les classes, comme dans la démocratie. Ces formes d'organisation dictatoriale ou démocratique ont correspondu à des sociétés qui, par leur mouvement même, rompaient les liens traditionnels et personnels qui avaient pu exister précédemment entre les groupes et les individus.

Par rapport à cela, le communisme

représente non pas l'aboutissement d'une de ces tendances, mais la manifestation d'autres rapports entre les hommes, ce que l'on a communément appelé une communauté humaine. Donc la révolution communiste ne peut pas, dès son départ, être l'imposition de rapports faux entre les hommes que ce soit par des mesures dictatoriales ou des mesures démocratiques, mais ne peut être que l'acte fondateur de cette communauté humaine. Croire qu'il est nécessaire, pour arriver à cette communauté humaine, de reconstituer de façon despotique ou démocratique une nouvelle communauté fictive, même de façon temporaire, qui remplacerait les communautés fictives que nous avons déjà connues, ce serait fonder, dès le départ, ce mouvement communiste, sur la négation de sa dynamique propre : la constitution de nouveaux rapports humains.

Pas une économie

Si, pour nous, le communisme ne peut pas être une politique, ce n'est pas non plus un nouveau type d'organisation économique ni une nouvelle forme de répartition de la propriété. En effet, la communauté communiste n'instaurera pas une propriété «*commune*» puisque l'idée même de la propriété signifie l'accaparement par certains, la possession de certains aux dépens des autres. Dans le communisme, la circulation des biens ne peut s'effectuer selon les modalités que nous avons connues dans le monde où nous vivons (la modalité de l'échange, l'échange de tels biens contre tels autres).

Dans une société dont personne n'est exclu, il ne peut exister d'échange, il ne peut exister d'achat et de vente, donc il ne peut exister d'argent. Il ne peut y avoir qu'une utilisation collective ou personnelle de ce que produit la communauté. Donc un remplacement de ce que nous avons connu, c'est-à-dire la logique de l'échange, par une nouvelle logique qui est la logique du partage en liaison avec la logique du don.

Dans une société communiste, les hommes s'associeraient pour accomplir telle ou telle action, pour partager les plaisirs ou les émotions et répondre aux besoins généraux de la communauté, sans que le regroupement qu'ils formeraient ainsi prenne la forme d'un Etat, donc de la domination de certains hommes sur d'autres, ou prenne la forme d'une entreprise qui embauche des salariés et qui monnaie la production. Par conséquent, on ne peut parler, pour une telle société, de lois économiques. Ces lois, étant l'expression des relations humaines reposant sur l'inégalité et la domination de certains ; inégalité, domination, qui justifient elles-mêmes ces lois en les présentant comme des réalités inévitables ou ayant existé de toute éternité. Au contraire dans la société communiste, il existerait un contrôle conscient des êtres humains sur leur propre activité au travers tant des relations existant entre eux que, plus généralement, des



Jan de Leyde.

A Münster, malgré ces risques, on prêche l'anabaptisme sous le nez de l'évêque et Jan de Leyde est le plus farouche de ces «*prédicants*». Un autre d'entre eux, Bernhard Rothmann, invite la foule de ses auditeurs à aller libérer les nonnes du couvent d'Überwasser. C'est le début de la prise de possession de la ville. Les «*rebaptisés*», qui sont maintenant la majorité des habitants, détiennent les clés de la ville, les pièces d'artillerie de l'arsenal et les réserves de nourriture. Il ne reste à l'évêque et aux prêtres catholiques qu'à fuir, quitte à poster leurs troupes tout autour des remparts. Ce siège, difficile et coûteux, durera près de deux ans. Pendant ce temps, les réformateurs au pouvoir enseignent que Münster convertie à la vraie religion sera épargnée par la proche Apocalypse à condition d'appliquer les principes nouveaux : renoncement aux liturgies papistes, mise en commun des biens matériels, suppression de la monnaie, abolition de la propriété.

relations existant entre eux et le reste de la nature.

En résumé, sur ce que nous mettons dans ce terme communiste, le communisme est avant tout la tendance à la communauté humaine qui, sous des formes variées par lesquelles elle a pu s'exprimer au travers de l'histoire de l'espèce humaine, a toujours été la recherche d'un monde où il n'existerait ni loi, ni propriété, ni Etat, ni discrimination qui sépare les hommes, ni richesse qui les distingue les uns des autres, ni pouvoir qui opprime certains d'entre eux. Donc être communiste, c'est d'abord et avant tout considérer que la première richesse est dans les relations humaines et en faire découler tout le reste.

Dans l'histoire

A partir de cette définition, dans quel sens peut-on dire qu'il y a eu une tendance au communisme dans le passé ? Parler de tendance au communisme dans le passé, à priori soulève déjà un certain nombre d'obstacles. Le premier obstacle, c'est parfois la difficulté à comprendre le langage

qu'a pu prendre cette tendance dans le passé. En effet, au travers des différentes organisations sociales qu'a connues l'espèce humaine, la tendance au communisme s'est définie par des vocabulaires correspondant à ces différentes organisations.

Ainsi, dans la société féodale, cette tendance a pu prendre un masque ou un langage religieux qui aujourd'hui n'a plus de signification. De la même façon, aujourd'hui nous avons tendance à définir le communisme par des termes comme un monde sans Etats, un monde sans frontières, un monde sans argent, ce qui ne revient finalement qu'à dire que le communisme, ce n'est pas le capitalisme.

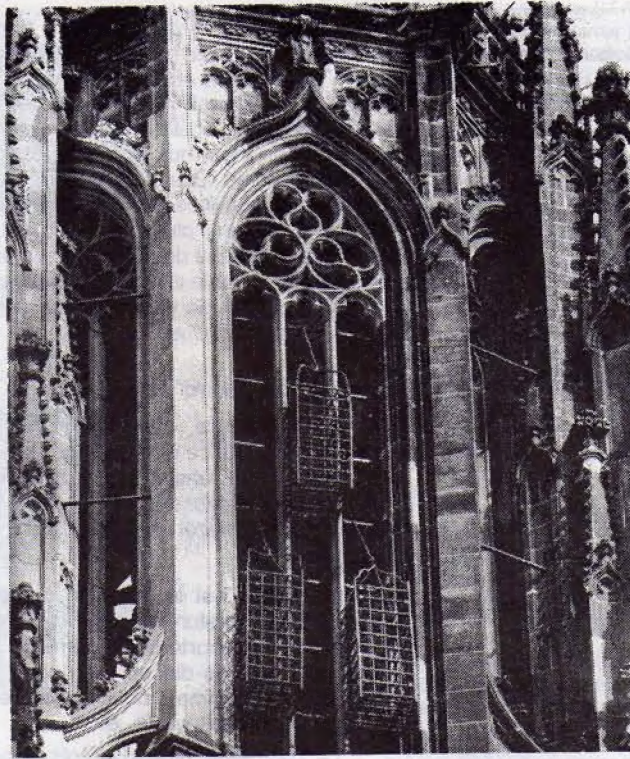
Donc quand on parle de communisme à différentes époques, il faut avoir conscience du fait que les définitions que l'on en donne ne sont dans une certaine mesure que le reflet du monde où nous-mêmes vivons. De ceci, il en ressort une difficulté, pour nous qui vivons aujourd'hui dans la société capitaliste à un certain stade, à analyser cette tendance dans le passé, puisque, comme tout le monde, nous avons tendance à raisonner en catégories capitalistes. A ce niveau, il est évident qu'il y a beaucoup de comportements d'êtres humains dans le passé que nous avons du mal à comprendre. C'est le cas, par exemple, de la difficulté que l'on a pu avoir à comprendre la notion de chef dans certaines sociétés primitives ou la notion de don que ce soit dans les sociétés primitives ou dans des sociétés postérieures jusqu'à la société féodale. Ces notions de chef et ces notions de don ont eu des significations totalement différentes de ce que l'on met aujourd'hui derrière ces termes.

Avant l'Etat

Ici, il ne peut être question de dresser tout un tableau de la tendance au communisme de l'origine de l'humanité à nos jours. Je me suis contenté de prendre simplement trois citations, correspondant à des périodes très différentes de l'histoire de l'humanité, pour voir un peu quels sont les constantes et les points communs que l'on peut rencontrer au travers de ces différentes périodes.

La première est une citation de Clastres à propos des sociétés primitives, citation qui est intéressante puisqu'elle synthétise son étude de ces sociétés :

Les sociétés primitives sont donc des sociétés indivisibles (et pour cela chacune se veut totalité une) : sociétés sans classes - pas de riches exploités des pauvres -, sociétés sans division en dominants et dominés - pas d'organe séparé du pouvoir. Il est temps maintenant de prendre complètement au sérieux cette dernière propriété sociologique des sociétés primitives. La séparation entre chefferie et pouvoir signifie-t-elle que la question du pouvoir ne s'y pose pas, que ces sociétés sont a-politiques ? A cette question, la « pensée » évolutionniste - et sa variante en apparence la moins sommaire, le marxisme (engelsien surtout) - répond qu'il en est bien ainsi et que cela tient au caractère primitif, c'est-à-dire premier de ces sociétés : elles sont l'enfance de l'humanité, le premier âge de son évolution, et comme telles incomplètes, inachevées, destinées par conséquent à grandir, à devenir adultes, à passer de



Après son exécution, Jan de Leyde fut placé dans une cage de fer, laquelle fut suspendue à une tour de l'église Saint-Lambert entre les cadavres de ses deux adjoints, afin que chacun puisse voir, réduit à rien et désormais sans danger, le roi des derniers jours.

Quatre cent cinquante ans plus tard, les trois cages sont toujours accrochées au clocher de Saint-Lambert dans le Münster d'aujourd'hui.

l'a-politique au politique. Le destin de toute société, c'est l'Etat comme organe qui sait et dit le bien commun à tous et se charge de le leur imposer.

Telle est la conception traditionnelle, quasi générale, des sociétés primitives comme sociétés sans Etat. L'absence de l'Etat marque leur incomplétude, le stade embryonnaire de leur existence, leur a-historicité. Mais en est-il bien ainsi ? On voit bien qu'un tel jugement n'est en fait qu'un préjugé idéologique, d'impliquer une conception de l'histoire comme mouvement nécessaire de l'humanité à travers des figures du social qui s'engendrent et s'enchaînent mécaniquement. Mais que l'on refuse cette néothéologie de l'histoire et son continuisme fanatique : dès lors les sociétés primitives cessent d'occuper le degré zéro de l'histoire, grosses qu'elles seraient en même temps de toute l'histoire à venir, inscrite d'avance en leur être. Libérée de ce peu innocent exotisme, l'anthropologie peut alors prendre au sérieux la vraie question du politique : pourquoi les sociétés primitives sont-elles des sociétés sans Etat ? Comme sociétés complètes, achevées, adultes et non plus comme embryons infra-politiques, les sociétés primitives n'ont pas l'Etat parce qu'elles le refusent, parce qu'elles refusent la division du corps social en dominants et dominés. La politique des Sauvages, c'est bien en effet de faire sans cesse obstacle à l'apparition d'un organe séparé du pouvoir, d'empêcher la rencontre d'avance sue fatale entre institution de la chefferie et exercice du pouvoir. Dans la société primitive, il n'y a pas d'organe séparé du pouvoir parce que le pouvoir n'est pas séparé de la société, parce que c'est elle qui le détient, comme totalité une, en vue de maintenir son être indivisé, en vue de conjurer l'apparition en son sein de l'inégalité entre maîtres et sujets, entre le chef et la tribu. Détenir le pouvoir, c'est l'exercer ; l'exercer, c'est dominer ceux sur qui il s'exerce : voilà très précisément ce dont ne veulent pas (ne vouleront pas) les sociétés primitives, voilà pourquoi les chefs y sont sans

pouvoir, pourquoi le pouvoir ne se détache pas du corps un de la société. Refus de l'inégalité, refus du pouvoir séparé : même et constant souci des sociétés primitives. Elles savaient fort bien qu'à renoncer à cette lutte, qu'à cesser d'endiguer ces forces souterraines qui se nomment désir de pouvoir et désir de soumission et sans la libération desquelles ne saurait se comprendre l'irruption de la domination et de la servitude, elles savaient qu'elles y perdraient leur liberté. (Pierre Clastres, « La question du pouvoir dans les sociétés primitives », *Interrogations* n° 6, 1976).

Clastres met l'accent sur un caractère important de ces sociétés. C'est que non seulement celles-ci ou du moins certaines d'entre elles ont été des sociétés qui refusaient l'Etat, mais aussi des sociétés qui, très pratiquement, même sans le connaître à priori, ont lutté contre l'introduction de l'Etat, qui ont vraiment offert une résistance active et pratique à l'Etat.

Critique de l'argent

Faisons un très grand saut historique pour le deuxième exemple. C'est un extrait d'un texte de Winstanley, de *La loi de la liberté*, donc du principal théoricien ayant participé au mouvement des Niveleurs et au mouvement autour des Niveleurs en Grande Bretagne dans la période 1650, et qui est peut-être un des premiers qui a fourni une certaine expression théorique, qui marque un peu un tournant, de ce qu'il entendait par le communisme :

Lorsque l'humanité commença à acheter et à vendre, elle perdit son innocence ; et les hommes commencèrent alors à s'opprimer les uns les autres et à frauder leur droit naturel (...). Les hommes n'apprendront jamais à reforcer leurs épées en socs de charrue, leurs lances en outils

de jardin, ils ne sauront jamais se débarrasser des guerres s'ils n'ont d'abord balayé avec les immondices du pouvoir royal l'escroquerie qu'ils ont inventée de l'achat et de la vente.

Cet extrait tire son importance d'une vision, d'une lucidité extrême sur les implications des rapports marchands, où il y a déjà une théorisation du communisme comme quelque chose qui se situe en rupture avec les rapports marchands et avec l'argent.

Le dernier texte, c'est un extrait du *Catéchisme communiste* de Moïse Hess, où on a aussi un retour sur ce problème de l'argent et des rapports marchands. Dans le chapitre traitant, sous forme d'un questionnaire, de l'argent et de la servitude, les réponses suivantes sont apportées :

1) Qu'est-ce que l'argent ?

C'est la valeur exprimée en chiffres de l'activité humaine, le prix d'achat ou la valeur d'échange de notre vie.

2) L'activité des hommes peut-elle être exprimée en chiffres ?

L'activité humaine, pas plus que l'homme lui-même, n'a de prix ; car l'activité humaine est la vie humaine, que ne peut compenser aucune somme d'argent ; elle est inestimable.

3) Qu'est-ce que l'homme qui peut être vendu pour de l'argent ou qui se vend lui-même pour de l'argent ?

Celui qui peut être vendu est un esclave et celui qui se vend a une âme d'esclave.

4) Que devons-nous déduire de l'existence de l'argent ?

Nous devons en déduire l'existence de l'esclavage [de l'homme], car l'argent est le signe même de l'esclavage de l'homme puisqu'il est la valeur de l'homme exprimée en chiffres.

5) Combien de temps les hommes resteront-ils encore esclaves et se vendront-ils avec toutes leurs facultés pour de l'argent ?

Ils le demeureront jusqu'à ce que la société offre et garantisse à chacun les moyens dont il a besoin pour vivre et agir humainement, de telle sorte que l'individu ne soit plus contraint à se procurer ces moyens par sa propre initiative et dans ce but à vendre son activité pour acheter en contrepartie l'activité d'autres hommes. Ce commerce des hommes, cette exploitation réciproque, cette industrie qu'on dit privée, ne peuvent être abolis par aucun décret, ils ne peuvent l'être que par l'instauration de la société communautaire, au sein de laquelle les moyens seront offerts à chacun de développer et d'utiliser ses facultés humaines.

6) Dans une société ainsi constituée, l'existence de l'argent est-elle possible ou imaginable ?

Pas plus que l'existence de l'esclavage des hommes. Lorsque les hommes ne seront plus obligés de vendre les uns aux autres leurs forces et leurs facultés, ils n'auront plus besoin non plus d'estimer leur valeur en chiffres, ils n'auront plus besoin de compter ni de payer. A la place de la valeur humaine exprimée en chiffres apparaîtra alors la véritable, inestimable valeur humaine - à la place de l'usure, le foisonnement des facultés humaines et des jouissances de la vie - à la place de la concurrence aux armes déloyales, une coopération harmonieuse et une noble émulation - à la place de la table de multiplication, la tête, le cœur et les mains d'hommes libres et actifs. (*M. Hess, 1846*).

C'est le dernier exemple de cette expression théorique du communisme que j'aurais voulu donner. Bien sûr on pourrait en donner quantité d'autres mais au travers de tous les exemples que l'on peut donner, il y a certaines constantes que l'on peut toujours dégager. La première de ces constantes correspond à la définition du communisme donnée au départ, c'est-à-

dire, faire partir le communisme non pas d'une politique, non pas d'une économie, mais de l'homme et des rapports entre hommes ; d'où aussi l'importance du thème égalitaire, de l'égalité, dans toutes les expressions théoriques qu'a pu connaître le communisme. Bien sûr, plus on se rapproche de sociétés basées sur les rapports marchands, plus la critique est centrée autour du rôle de l'argent et au delà, à partir de l'argent, la critique de tous les rapports d'achat et de vente que ce soit des biens ou des hommes.

L'intérêt aujourd'hui

Pour conclure, quel est l'intérêt pour nous aujourd'hui ce que nous pouvons savoir de cette tendance au communisme dans l'histoire passée ? A mon avis, il y a trois types d'intérêt que peut avoir cette connaissance.

D'abord, c'est la négation de tout le discours sur la nature humaine ou l'éternité de certains comportements humains, la critique de tous les discours du style « ça a toujours été comme ça », « l'homme est un loup pour l'homme », etc, etc.

Le deuxième type d'intérêt, c'est de nous aider à mieux comprendre finalement ce que sont nos propres aspirations. Parce que, tout comme les aspirations prises dans le passé ont été partielles, souvent maladroites, notre propre aspiration aujourd'hui est tout aussi partielle et tout aussi maladroite. Finalement, la mise en commun de tout ce qu'était cette aspiration dans l'histoire de l'espèce humaine, c'est un peu aussi un moyen de voir l'essentiel, quel que soit le cadre social dans lequel il se trouve posé à un moment ou un autre de son histoire, correspond, répond aujourd'hui à nos propres aspirations.

Il y a un troisième type d'intérêt. C'est peut-être finalement pour nous aider à nous en sortir par rapport à la situation que nous avons aujourd'hui, puisque, à ces différentes aspirations au communisme, ont correspondu différentes tentatives pour lutter contre ce qui s'opposait à ces aspirations. On connaît ces tentatives, on voit quels ont été leurs rapports, quelles ont été leurs limites. Cela peut-être aussi être aujourd'hui pour nous une façon de lutter pour nos propres aspirations, de combattre les formes particulières prises aujourd'hui par tout ce qui s'oppose à cette aspiration au communisme.

M.C. (« Insécurité Sociale »).

à vous la parole...

1. Afin de calculer le nombre minimal d'heures qu'il faudrait faire dans une société socialiste (donc une société sans frontières, sans argent, sans guerre, sans marchandises, sans propriété), nous vous proposons de nous aider à compléter la faiblesses liste des métiers, travaux et autres services qui n'auraient plus de raisons d'exister.

2. De la même manière, imaginez toutes les tâches qui pourraient être automatisées.

3. Comment la distribution des biens pourrait-elle être organisée ?

4. Qu'est-ce que les caractéristiques de cette nouvelle société changeraient aux rapports sociaux ? Une belle liste, là aussi.

Cela peut englober ou recouper de vastes thèmes, tels que l'environnement. Ce sont les interactions qui sont passionnantes.

Le courrier que vous nous ferez parvenir sera publié dans notre prochain numéro. Ce regroupement d'idées concrètes sur la manière de vivre et de construire une société alternative peut permettre de préciser des idées, ancrer des désirs dans un projet et démontrer qu'il est faisable.

5. Si votre style n'est pas polémique mais plutôt narratif, écrivez quelques pages d'une fiction dont le sujet serait cette autre société. Qui sait... Un livre, un vidéo ou un film pourraient naître de vos imaginations conjuguées...

LES PRINCIPES DU SOCIALISME

OBJECTIF

L'établissement d'un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses.

DECLARATION DE PRINCIPES

1. La société, telle qu'elle est à présent constituée, est fondée sur le fait que la classe capitaliste ou dominante possède les moyens d'existence (terres, usines, chemins de fer, etc.) et tient ainsi asservie la classe travailleuse qui, par son travail seul, produit toutes les richesses.

2. Il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.

3. On ne fera disparaître ce conflit qu'en émancipant la classe travailleuse du joug de la classe dominante, grâce à la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et à l'administration démocratique de ceux-ci par la population tout entière.

4. Puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité entière, sans distinction de race ni de sexe.

5. Cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.

6. Puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver à la classe capitaliste le monopole des richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de conquérir les pouvoirs gouvernementaux, à la fois nationaux et municipaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse, d'un instrument d'oppression, être convertie en un agent d'émancipation qui renversera les privilèges ploutocratiques ainsi qu'aristocratiques.

7. Puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classes et que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit être hostile à tout autre parti.

8. Le parti socialiste entre donc dans le champ d'action politique, résolu à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils se disent ouvertement capitalistes, et invite les membres de la classe travailleuse de ce pays à se ranger sous sa bannière afin de mettre promptement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède place au confort, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

Réponses au questionnaire

1. A B C = 0 pt
D = 5 pt
2. A = 1 pt
B = 5 pt
C = 0 pt
3. A C = 0 pt
B = 5 pt
4. A = -2 pt
B = 1 pt
C = 4 pt
5. A C D = 0 pt
B = 2 pt
6. A C B D E = 1 pt chacun
7. A = -3 pt
B = -3 pt
C = -3 pt
D = 5 pt
E = -3 pt
8. A B C = 0 pt
9. A B C = 0 pt
D = 5 pt

Mosley était dans le Labour Party, parti travailliste anglais. Doriot était au Parti Communiste en France, et Mussolini était au Parti Socialiste en Italie.

S'il ne s'agit que de trouver du travail, pourquoi vous demande-t-il aussi de pointer?

Voilà pourquoi il faut pointer. Bravo, vous avez bien compris cette machine du système.

Ce n'est qu'un rôle secondaire.

Bien joué! Pour en savoir plus, lire avec un peu de sens critique *Lénine, les paysans, Taylor*, de R. Linhart, dans lequel a été prise la citation ci-dessus.

Le système de la planification est tellement inefficace (parce qu'il est impossible de planifier la production marchande) que même les Soviétiques finiront par l'abandonner.

Oui, dans la mesure où si vous êtes au chômage vous êtes un parasite en URSS et cela peut vous conduire aux camps.

Dans la constitution vous avez le «droit au travail», donc l'Etat s'arrange pour vous donner des boulots artificiels. C'est un dogme qu'ils abandonneront bientôt pour plus d'efficacité capitaliste.

Prenez-en de la graine!

Elles ont été vraiment données. Ridicule, non? Le capitalisme est cause des crises (pour en savoir plus, lire ou relire le *Capital*).

Les soviets de Lénine étaient bidon et le capitalisme utilise l'électricité...! Cela marquait plutôt les débuts de l'industrialisation capitaliste.

Ah oui? En dehors des slogans politiques, demandez-vous ce qui a vraiment changé dans votre vie quotidienne.

Echange??? Dans une société socialiste, lorsque les moyens de production sont la propriété de tous et de chacun, les producteurs n'ont pas besoin d'échanger leurs produits entre eux.

Tiens bonjour! Un autre socialiste.

Vous êtes tellement occupé à vous libérer, vous avez oublié que les capitalistes sont plus libres.

Impossible. Dès que l'on se débarrasse de l'argent, le capitalisme n'a plus lieu. Le troc n'est que l'échange de surproduits entre unités simples (les tribus), de façon peu fréquente et peu variée. Le reste des produits n'est pas échangé. Donc il n'y a pas d'argent mais pas de distribution libre sur une grande échelle.

Si vous n'avez pas répondu parce que cela vous paraissait impossible, alors bravo! 5 points.

Si tout ou presque était automatisé, il n'y aurait, par définition, pas de travailleurs donc le système marchand s'effondrerait. L'automatisation à 90 % même de la production est incompatible avec le capitalisme, parce que les capitalistes n'introduisent les machines que pour faire plus de profit et il n'y aurait plus de marché donc plus de profit.

10. A = 0 pt

B = 0 pt

C = 0 pt

D = 0 pt

E = 0 pt

F = 5 pt

11. A B D E = 0 pt

C = 5 pt

12. A B D = 0 pt

C = 2 pt

13. A B C D = 0 pt

14. A = 0 pt

B = 0 pt

C = 5 pt

D = 0 pt

E = 0 pt

60 points!

entre 60 et 40 pt

entre 40 et 20 pt

entre 20 et 5 pt

entre 0 et - 5 pt

Si les capitalistes soviétiques sont de votre côté, pourquoi passent-ils leur temps avec Rockefeller ou Doumeng (voir *Vodka-Cola*, de Charles Levinson). Vrai. Le syndicat soviétique est le plus puissant en nombre et en moyens de répression. Le patron du KGB, Shelepin, fut nommé leader du syndicat. Les vrais syndicalistes comme Klebanov peuvent être trouvés dans les hôpitaux psychiatriques.

Faux. Lénine introduisit ouvertement le taylorisme dans le processus d'industrialisation de l'URSS.

Faux. CGT = PCF. CFDT = PS.

Et à l'Est? Voir réponse à la question 11. Je suppose que vous avez aussi bien répondu à la question 7.

Question posée à Apostrophes (Antenne 2) pour le centenaire de la mort de Marx. Les clowns «communistes» habituels répondaient sérieusement à la question. Maximilien Rubel fut le seul à dire que c'était une question stupide.

On n'a toujours pas compris. Et on nous dit que la société post-marchande est trop compliquée à comprendre!

L'argent épargné mis de côté par la plupart des travailleurs n'est pas de taille suffisante pour son utilisation comme capital afin d'exploiter le travail salarié.

Richesse accumulée: trop vague. S'agit-il de valeur d'échange ou de valeur d'usage?

Oui. Le capital est un rapport d'exploitation dans laquelle une plus-value est extraite du travailleur.

Un instrument de production ne produit pas en lui-même. Il n'est capital que lorsqu'il produit du profit, c'est-à-dire avec la conjonction de l'exploitation de la force de travail.

Les entreprises privées sont capitalistes mais les entreprises nationalisées le sont également. Malgré l'opinion publique, la grande majorité de celles-ci font du profit. (Les entreprises privées aussi connaissent des pertes!).

Bravo! vous êtes un socialiste!

Si vous avez bien répondu aux questions sur la définition du socialisme et sur celle du capital, où avez-vous pu vous tromper ailleurs?

Vous êtes probablement un peu dans le brouillard, et vous avez répondu faux à la question 7. Vous avez peut-être voté Mitterrand et vous avez cru que *Socialisme Mondial* était publié par le PS.

Diagnostic: prenez une semaine de congé et lisez Marx!

On s'est déjà rencontré... Dans la rue? Au travail? Dans le bus? Comment avez-vous eu entre les mains *Socialisme Mondial*?

Vous êtes léniniste. Vous avez acheté *Socialisme Mondial* pour nous répondre dans un article foudroyant. Si vous continuez à laisser le grand leader penser pour vous, vous deviendrez irrécupérable.

SOCIALISME MONDIAL

Bulletin international pour un monde sans classes, sans argent et sans Etat

Centenaire de Marx

LE SOCIALISME EST L'ABOLITION DU SALARIAT

Après Marx est mort le 14 mars 1883. Dans deux semaines nous recommencerons à mourir que nous devrions le faire à l'heure et en ce jour centenaire de notre révolution que nous offrons pour célébrer la société "l'homme et l'homme". Pour rendre hommage à Marx nous vous proposons de lire ce livre: *Le Socialisme est l'abolition du salariat*. Nous avons écrit ce livre pour que tous les travailleurs du monde puissent le lire et le comprendre.

1. Quelle est, selon vous, la base de la société actuelle? Marx: la société actuelle est basée sur la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire sur la propriété individuelle des moyens de production. Cette propriété individuelle est la base de la société capitaliste et de la société socialiste.

2. Quelle est la base de la société socialiste? Marx: la base de la société socialiste est la propriété collective des moyens de production, c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production.

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à renvoyer à: BP 26, 6700 Arlon, Belgique)

Nom

Adresse

Abonnement à 4 numéros: 20 FF, 140 FB
Versements au CCP 238128M de A. Buick à Nancy.

PUBLICATIONS SOCIALISTES

Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie: 6 FF, 40 FB (port compris).

Engels sur l'abolition du salariat: 6 FF, 40 FB.

Pour le socialisme mondial (50 pages): 10 FF, 70 FB.

Introduction au socialisme (dépliant).

FAIT DIVERS

Nous vivons dans une société qui crée des problèmes et ne sait pas les résoudre. Il suffit pour s'en rendre compte de lire n'importe quel journal où l'on trouvera le triste récit des nombreuses guerres qui ravagent toute une partie du monde, des famines qui déciment les populations de certains pays, des diverses formes de pollution qui envahissent notre environnement, des armes nucléaires qui nous menacent de destruction totale. A la page des faits divers de ces mêmes journaux on passe des problèmes généraux aux particuliers et l'on découvre comment notre système social affecte la vie des gens à un niveau personnel et quotidien. Malheureusement, tous ces problèmes, généraux ou particuliers, sont attribués dans les journaux à des causes inhérentes à la nature humaine, à la société humaine ou simplement à la vie sur terre et nous, lecteurs, nous sommes encouragés à accepter passivement cet état de choses plutôt qu'à chercher activement une solution.

La famine? Il y a toujours eu des famines, c'est la vie.

Peut-être, mais au XX^e siècle il y a aussi des montagnes de nourriture accumulées dans certains pays et dont on ne sait que faire! Il y a aussi une technologie capable de produire beaucoup plus qu'on ne produit aujourd'hui.

La guerre? Il y a toujours eu la guerre, c'est comme ça, c'est l'agressivité humaine.

Mais alors comment se fait-il que les peuples d'Europe et d'Amérique du Nord qui connaissent une paix relative en ce moment n'éprouvent pas un besoin physiologique de repartir en guerre? La génération qui a aujourd'hui entre 30 et 40 ans et qui n'a pas connu la guerre, comment expliquer qu'elle s'en passe, qu'elle se réjouisse de vivre en paix, qu'elle cherche même à s'assurer de la continuation de cette paix en organisant des mouvements pour la paix?

La pollution? C'est la rançon du progrès, de la technologie.

Mais comment? De qui se moque-t-on? Une technologie capable d'envoyer des êtres humains sur la lune, de transplanter des cœurs ou de faire éclater des atomes ne serait pas capable de résoudre les problèmes relativement mineurs de la pollution? Allons, allons, on voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Les armes nucléaires? Il les faut pour nous défendre.

Mais se défendre au prix de la destruction de l'humanité, est-ce une défense?

Il faut donc aller plus loin que ce que nous disent les journaux, il faut pousser la réflexion plus avant, remarquer les contradictions, dénoncer les absurdités. Même chose à la page des faits divers. Ici l'on nous présente toute une gamme de petits criminels comme des gens fondamentale-

ment mauvais et malhonnêtes, qui menacent notre sécurité quotidienne et que nous sommes donc amenés à considérer comme coupables plutôt que comme victimes. Et pourtant, quand il s'agit d'une jeune mère de vingt-deux ans et d'un nourrisson abandonné, n'est-il pas évident qu'il y a là problème et non crime? Voici comment *Le Monde* du 29 août 1983 présente la chose:

Le 14 juillet est née, dans une clinique de Trappes, une fille du nom de Laetitia. Le 22 du même mois, un couple de promeneurs, attirés par des vagissements, découvrait dans un bois des Yvelines un bébé de sexe féminin.

La petite Laetitia avait été abandonnée. Recherchée par la police, sa mère âgée de vingt-deux ans, a été identifiée et écrouée: «Je ne pouvais pas l'élever seule. Je n'ai pas de ressources, pas de travail. Et il ne fallait pas que mon père apprenne ma grossesse».

C'est tout. Suit un article plein de statistiques sur les enfants abandonnés qui sont, nous dit-on, trois mille en France. Pas la moindre question sur le pourquoi ni le comment de ce cas particulier, bien moins encore sur la solution apportée au problème. Reprenons donc nous-mêmes l'affaire, non pas à coups de statistiques, mais en utilisant tout simplement un peu de bon sens.

On trouve un bébé abandonné dans un bois. Qu'est-ce qui a pu pousser une mère à abandonner son enfant dans un bois où il mourra lentement de faim et de froid? Quels terribles sentiments d'anxiété, quels profonds tourments? Voilà les premières questions à se poser. L'enfant est sauvé et de cela on peut déjà se réjouir. Maintenant il reste à retrouver la mère et à l'aider dans son malheur, car malheur il y a, c'est évident. Les habitants de la ville, les voisins, les amis la cherchent et la trouvent. Le problème est clair: la jeune femme est pauvre, sans aucune ressource, et vit dans la terreur de son père. La solution humaine et logique? Lui fournir un logement indépendant de celui de son père et les ressources dont elle a besoin pour elle-même et pour son enfant, lui apporter un soutien moral dont elle a visiblement besoin et lui souhaiter tout le bonheur possible avec sa petite fille comme on le ferait pour n'importe quelle maman. La solution de notre société? Une solution violente et stupide. La police est envoyée pour chercher la jeune femme qui est mise en prison alors que l'enfant va à l'orphelinat. Voilà le problème bien résolu: deux êtres humains coupables de pauvreté, ont devant elles un avenir de malheur et de misère, et la société n'y gagne rien sauf peut-être deux délinquants en puissance.

Il en va de cette histoire comme de tous les autres problèmes. Nous n'utilisons pas notre intelligence pour les résoudre, nous ne cherchons pas la solution la plus logique, la plus satisfaisante, mais comme nous avons un esprit qui aime pourtant résoudre les problèmes et qui y excelle, nous passons à la place à la page des mots croisés. Alors pourquoi, pourquoi ne s'attaque-t-on pas plutôt aux vrais problèmes, pourquoi ce sentiment d'impuissance et de désignation en lisant notre journal quotidien? La réponse est simple: parce

POUR LE SOCIALISME MONDIAL



que le système social dans lequel nous vivons ne permet pas la résolution des problèmes en termes humains et logiques. Ce système est fondé sur une chose seulement: le profit et toujours le profit. Tous les problèmes sont donc attaqués et pensés en termes de profit et c'est pour cela que la nourriture, par exemple, ne va pas à ceux qui ont faim mais à ceux qui ont de l'argent, et si ceux-ci n'ont pas faim, alors on empile cette nourriture dans des entrepôts et on regarde les enfants du Tiers Monde mourir, tout doucement, de faim, et on met en prison les mères qui n'ont pas de quoi donner à manger à leurs enfants.

Peut-être direz-vous qu'il n'y a pas de raison, après tout, pour que les gens qui travaillent, qui gagnent leur croûte à la sueur de leur front, fassent vivre les autres en même temps, les pauvres, les sans-travail, les femmes sans mari. Ce serait trop demander quand-même! Et pourtant les travailleurs du monde font, sans très bien s'en rendre compte, quelque chose de bien plus extraordinaire que ça. Ils permettent, par leur travail, à une section de la société qui elle ne travaille pas, ne produit rien, de vivre dans le luxe, dans l'abondance et dans la sécurité matérielle. Ce travailleur qui rechigne à l'idée qu'une mère de vingt-deux ans, sans famille et sans ressources, puisse tirer un maigre bénéfice de son labeur à lui, accepte sans sourciller que ses employeurs fassent à partir de ce même labeur des profits qui leur permettent non pas simplement de survivre, mais de vivre dans la richesse la plus éclatante, sans jamais devoir travailler. Cette contradiction n'est pas la moindre dans un système qui en est plein.

Si nous voulons éliminer les contradictions absurdes et commencer à résoudre les difficultés, il faut rendre à l'intelligence la place qu'elle mérite et lui permettre de se mettre sérieusement au travail. Mais pour cela, il faut d'abord se débarrasser de l'obstacle principal, le système du profit. Ce n'est que lorsque les hommes et les femmes du monde mettront fin à un système basé sur l'argent qui les oblige à tout faire en fonction du profit, qu'ils pourront enfin mettre leurs remarquables facultés intellectuelles et émotionnelles à leur propre service et donc au service de toute l'humanité.